

Santé / Des recommandations pour davantage inciter le généraliste au sevrage

Tabac : le médecin, défaillant

LE GÉNÉRALISTE est la clé d'un traitement massif du tabagisme. Une politique volontariste s'impose.

C'est un constat de gâchis que présentent à Bruxelles, ce lundi, des scientifiques des 27 pays de l'Union regroupés au sein du projet PESCE (Médecins généralistes et économie de l'arrêt tabagique en Europe). *Le Soir* a pu en prendre connaissance en exclusivité.

Gâchis, parce que les chercheurs ont observé pendant plus de deux ans le parcours-type du patient dont le diagnostic de l'état de santé implique l'arrêt tabagique. « *Il est établi depuis longtemps que l'intervention des médecins généralistes est un moyen efficace d'aider les fumeurs à arrêter. Mais il est aussi manifeste que ceux-ci n'aident pas leurs patients fumeurs autant qu'ils le devraient* », explique le professeur David Cohen, Université de Glamorgan (pays de Galles).

Or, quand les généralistes l'effectuent, leur travail a un effet remarquable : par rapport à leur coût, les effets de l'arrêt du tabac entraînés par les interventions des généralistes (une diminution entre 3 et 15 %) se sont révélés des plus rentables. Les services de sevrage tabagique, en dehors de ceux prodigués par les généralistes, mais pour lesquels ils sont la meilleure « porte d'entrée », ont des résultats encore meilleurs (jusqu'à 35 %). En 25 ans, une réduction de 3 % seulement aboutirait pour la seule Grande-Bretagne à 67.593 malades en moins (cancer, maladie coronarienne, attaque et broncho-pneumopathie chronique obstructive) et 17.233 décès évités. Si on est obsédé par le coût des mesures

plutôt que par les souffrances et les deuils évités, on peut « simplement » observer ce chiffre : 2.738 millions d'euros évités en frais de traitements et perte économique, sans compter... les incendies provoqués par les cigarettes oubliées au lit. Si la réduction de tabagisme atteignait les 15 %, ce chiffre grimpe à plus de 13 milliards d'euros pour la seule Grande-Bretagne.

A côté de cela, le coût de la formation spécifique des généralistes constitue un frein. Mais il est en comparaison assez ridicule : 97 euros par généraliste. « *Il y a*

d'autres freins objectifs à l'intervention des généralistes. En règle générale, les médecins qui fument donnent moins de conseils sur le sevrage tabagique. Certains médecins pensent encore que cela ne fait pas partie de leur travail, certains sont mal à l'aise et trouvent cela peu gratifiant, inefficace. Ils s'inquiètent de la culpabilité, de l'anxiété et du détachement provoqués en particulier chez les patients gravement malades. Enfin, ils sont préoccupés par les droits à la vie privée et à l'autodétermination des patients. Les généralistes donneront plus facilement des conseils si les symptômes présentés sont liés au tabagisme. De plus, ils sont plus enclins à intervenir auprès des gros fumeurs », explique Martine Stead, du Centre for Tobacco Control Research de l'Open University.

Plus grave : les experts soulignent que bien que les recommandations des sociétés savantes incitent les médecins à pro-

ner le sevrage tabagique des femmes enceintes et des parents d'enfants en bas âge, dans la pratique, ces interventions sont rares. En cause surtout : le manque de temps, mais aussi d'information sur les techniques et les traitements.

C'est pourquoi les experts formulent aux ministres de la Santé de l'Union une série de 15 recommandations qui porte à la fois sur la formation et sensibilisation via un stage de formation, mais aussi au « paiement spécifique de qualité » au généraliste s'il enregistre le statut tabagique des patients et s'il propose des conseils

de sevrage. Les experts demandent aussi de rendre gratuits les traitements nicotiques substitutifs pour les patients à faibles revenus. Pour associer vraiment les généralistes, les experts recommandent aussi de promouvoir la participation des généralistes aux projets de recherche (essais cliniques et observations) et d'obliger les réseaux spécifiques de sevrage tabagique à donner de l'information aux généralistes qui leur adressent des patients.

Trop souvent aujourd'hui, le généraliste a l'impression de « perdre » son patient en faisant cette démarche. Enfin, et ce sera peut-être la recommandation la moins aisée à appliquer, les experts estiment que « *l'interdiction de fumer dans les centres de soins doit inclure la totalité des bâtiments et que les généralistes et les professionnels de santé, pour leur rôle symbolique, doivent obligatoirement être non-fumeurs, lorsqu'ils représentent les institutions* ». ■

FRÉDÉRIC SOUMOIS